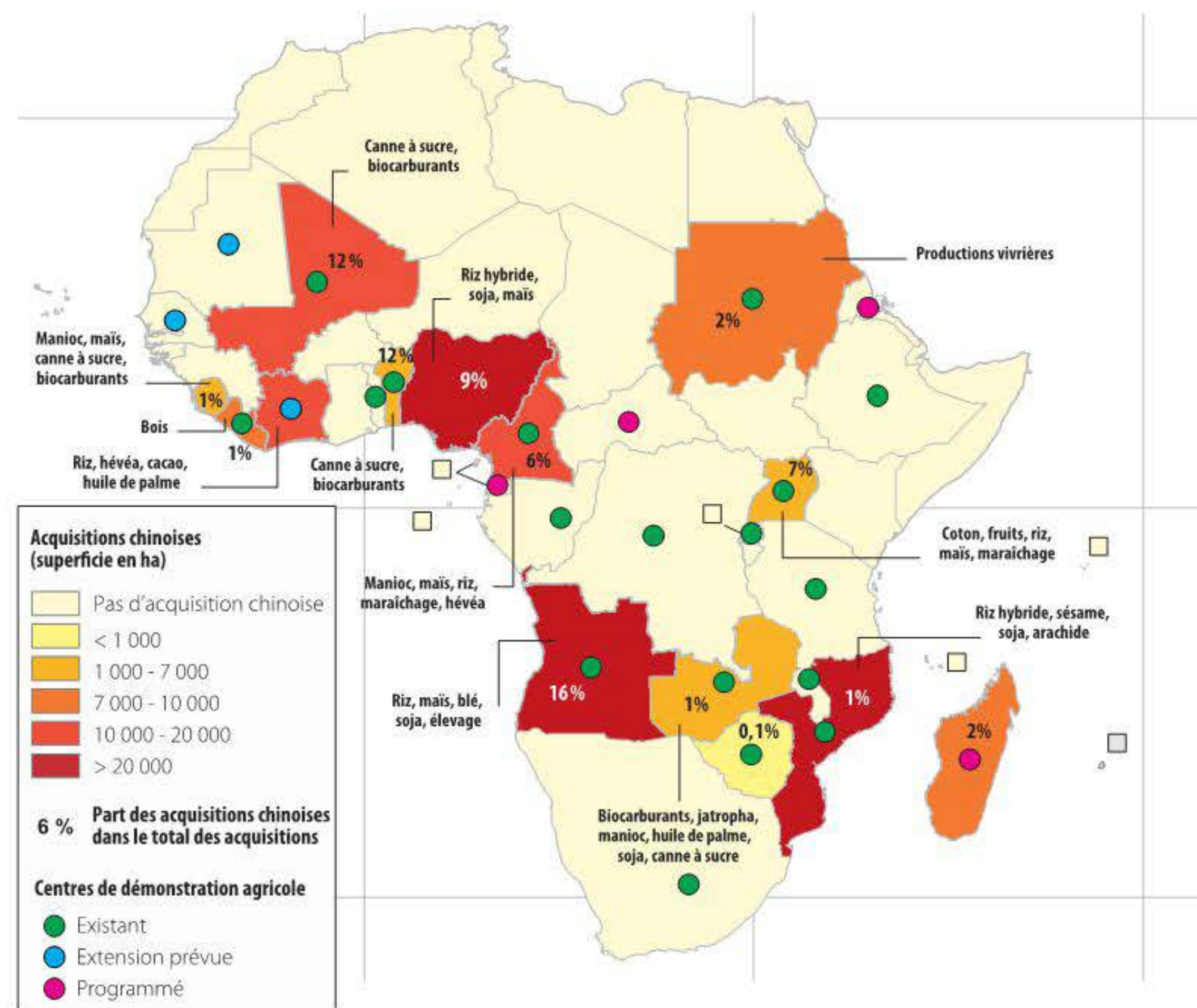


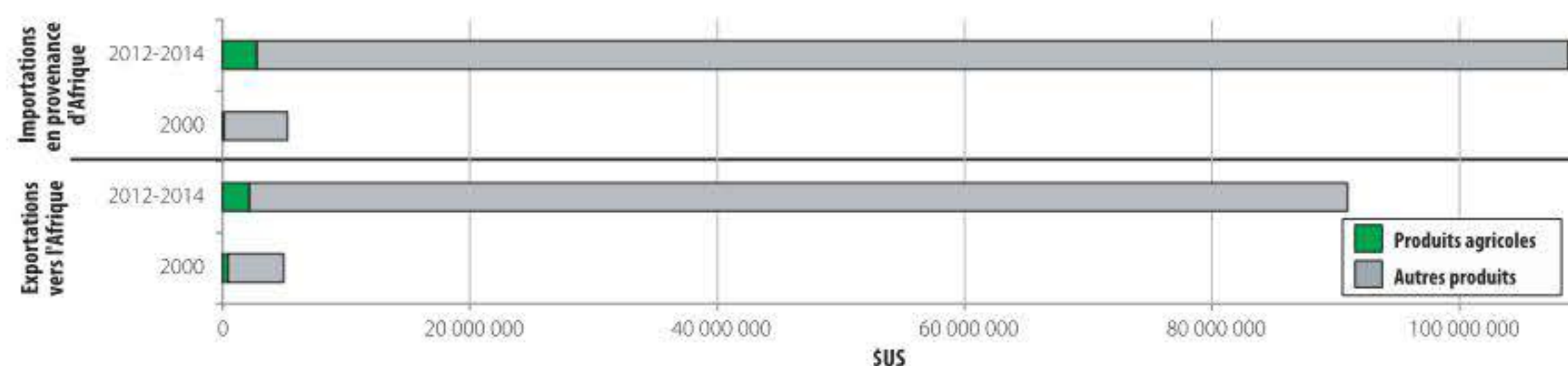
## C21. Acquisitions foncières et centres de démonstration agricole chinois

Source : Landmatrix, Mofcom, Cirad 2015



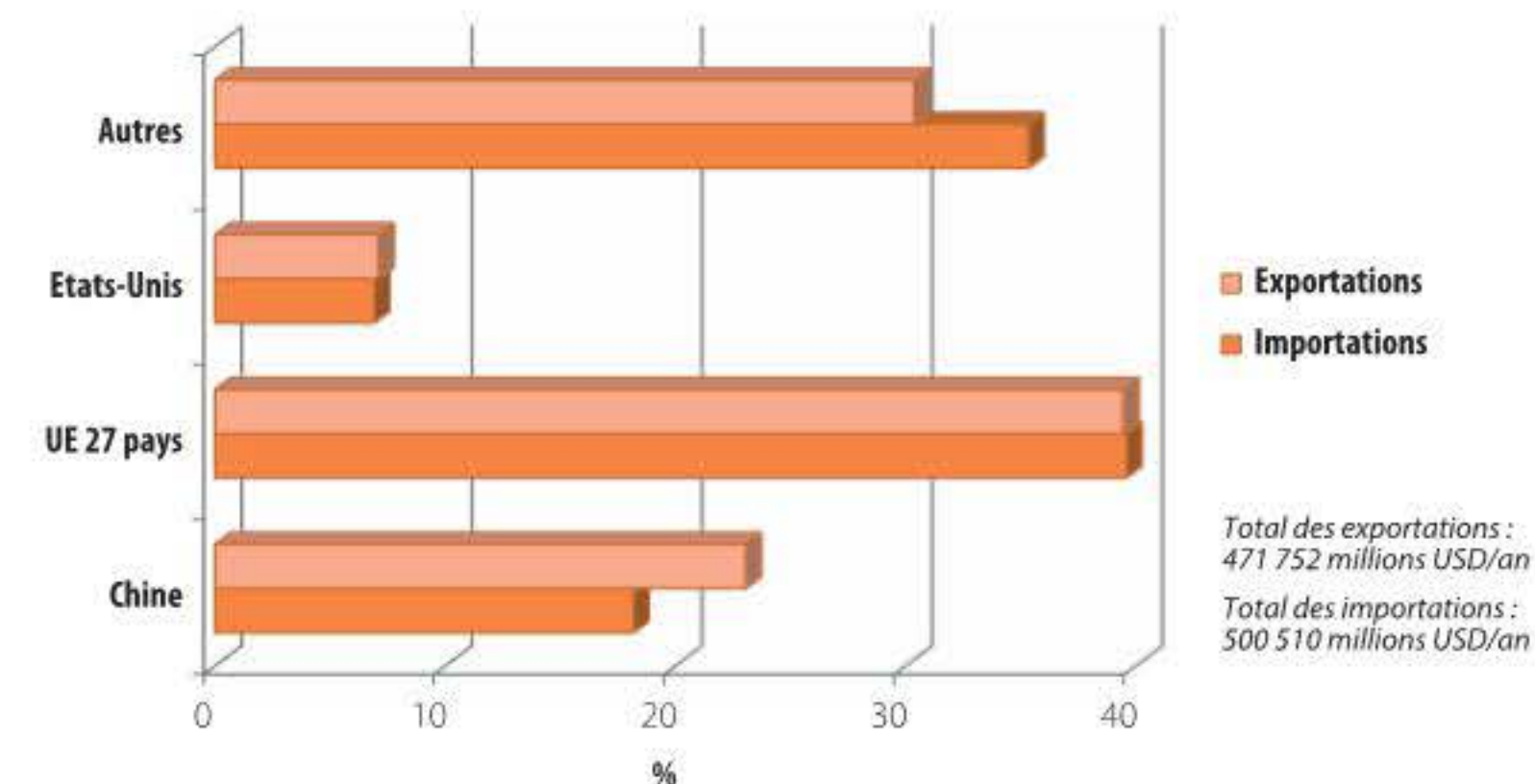
## Fig. 12 Échanges commerciaux Chine-Afrique en 2000 et 2012-2014

Source : Comtrade 2015



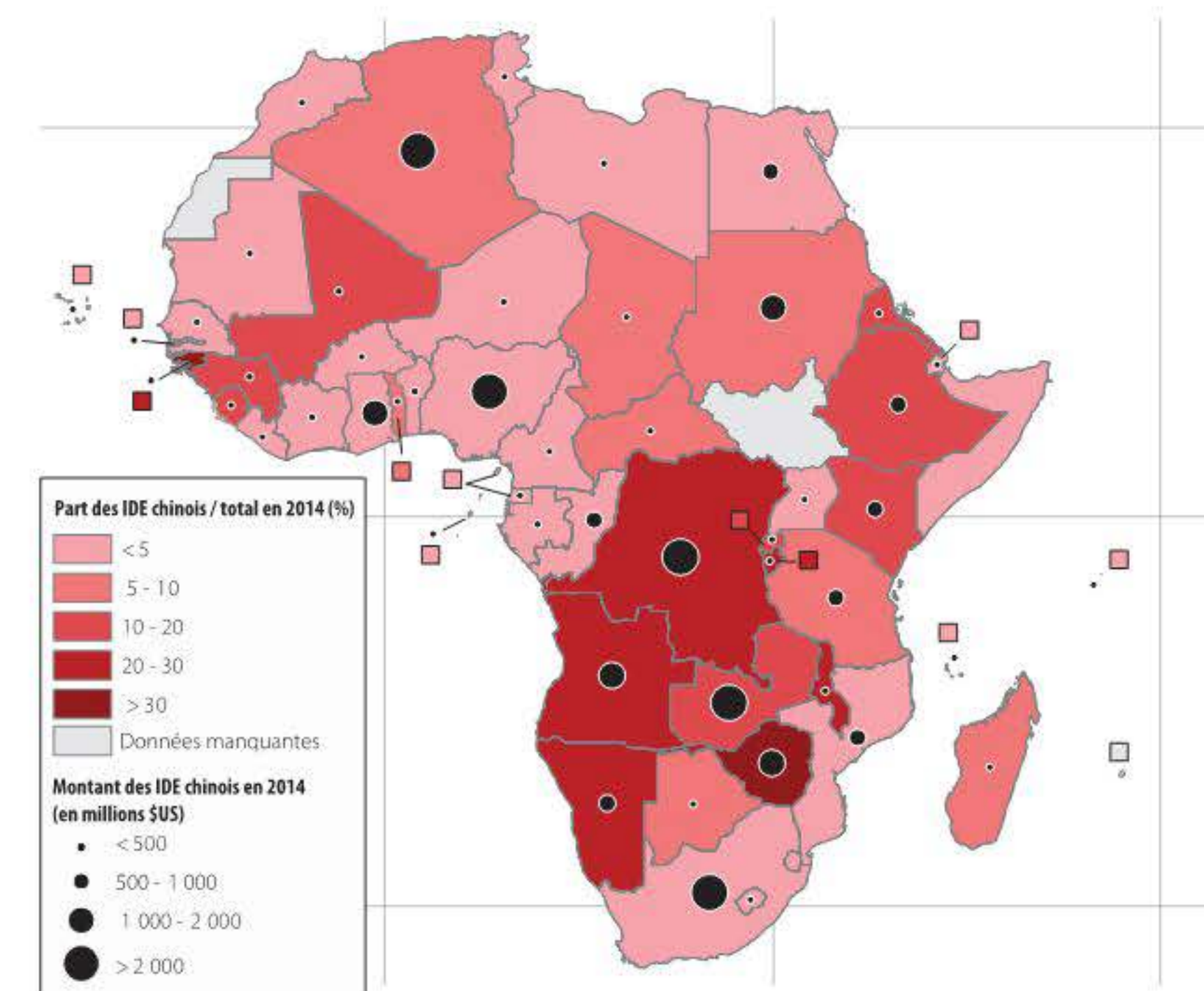
## Fig. 11. Importance des importations et exportations africaines avec le reste du monde (moyenne 2012-2014)

Source : Comtrade 2015



## C22. Investissements directs chinois en Afrique

Source : Cnuced et Mofcom 2015





## PRÉSENCES CHINOISES EN AFRIQUE : UN RÔLE DANS L'AGRICULTURE EN DEVENIR

**Contrairement à l'idée très médiatisée d'un activisme tous azimuts, notamment en matière d'acquisitions foncières, les présences chinoises en Afrique sont à la fois multifformes et à relativiser. Les investissements agricoles restent modestes et ciblés sur quelques pays mais l'agriculture s'affirme progressivement comme une priorité de la coopération Chine-Afrique.**

### • Un investisseur modeste mais très présent

Parmi les puissances émergentes (Brésil, Inde notamment) présentes en Afrique, la Chine occupe une place singulière en termes de politique de coopération, articulant programmes d'aide, investissements directs, réalisation de travaux et échanges commerciaux en expansion rapide. Ces interventions multifformes concernent aussi bien celles de grandes entreprises publiques nationales ou provinciales, du Ministry of Commerce (MOFCOM) en particulier, des grandes banques (dont Eximbank ou la China Africa Development Fund-CADF) que de petits entrepreneurs privés.

Les investissements directs étrangers (IDE) chinois en Afrique restent assez modestes : ils ne représentent que 3 % des IDE chinois totaux (dont 70 % sont en Asie), même s'ils sont significatifs dans certains pays. La grande majorité de ces IDE se réalise dans les secteurs de la construction et des infrastructures et l'agriculture est marginale. Toutefois, une diversification s'affirme vers le secteur agricole avec des prises de participation dans des

entreprises nationales, comme dans les secteurs du cacao par China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corp (COFCO) en Côte d'Ivoire, de l'hévéa par Sinochem au Cameroun, ou encore par la société Complant dans le secteur des biocarburants dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

En revanche, si le montant des IDE est limité, les travaux réalisés et livrés clés en main ainsi que les prestations de services des entreprises chinoises sont de plus en plus importants, notamment pour les infrastructures (BTP, aménagements hydro-agricoles) : leur chiffre d'affaires dépasse très largement le volume des IDE dans la plupart des pays, en particulier en Algérie, en Angola, en Ethiopie et en Egypte.

Les acquisitions de terres par des entreprises chinoises ne concernent que quelques pays et totalisent un peu plus de 120 000 ha, ce qui positionne la Chine très loin derrière les acteurs économiques ou institutionnels des pays de l'OCDE ou du Golfe. La plupart de ces acquisitions à grande échelle sont destinées à produire de l'hévéa, du manioc (pour la transformation en amidon), de la canne à sucre et, dans une moindre mesure, du palmier à huile. Pour les autres productions agricoles, les contrats avec des producteurs locaux sont privilégiés. Ils sont destinés aux marchés intérieurs ou régionaux pour le riz, le maraîchage et la pisciculture, mais aussi au marché chinois. C'est le cas de la viticulture en Afrique du Sud et, surtout, du coton : de plus en plus d'entreprises chinoises achètent une part importante de la production de l'Afrique de l'Ouest et du Mozambique.

### • Un rôle de premier plan dans les échanges

Les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine ont fortement augmenté au cours de la période 2000-2014. Le total des importations et des exportations se situait à près de 210 milliards \$US en 2014, un niveau qui reste cependant nettement inférieur à celui enregistré avec l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne (à un peu plus de 360 milliards \$US). Depuis 2015, le ralentissement de l'économie chinoise se répercute sur les exportations africaines vers la Chine, en particulier pour les produits miniers, mais celles-ci pèsent toutefois près du quart de la valeur totale des exports. Si l'Afrique du Sud et l'Angola concentrent plus de 70 % des importations chinoises, les exportations vers l'Afrique sont beaucoup mieux réparties, bien que l'Afrique du Sud et le Nigeria constituent environ 40 % du flux commercial total. La structure du commerce entre la Chine et l'Afrique n'est guère différente de celle de l'Europe ou des Etats Unis : la Chine exporte principalement des machines et produits manufacturés de consommation, du textile, des produits chimiques et des métaux ; et elle importe essentiellement des hydrocarbures et des minerais. La place de l'agriculture est modeste et ne représente que 2 à 3 % des échanges totaux. Les principales exportations chinoises concernent le coton et le bois transformés, les tomates et le thé vert (ainsi que des tracteurs). Près de 50 % de ces produits se dirigent vers le Bénin, le Togo et le Nigeria, qui jouent un rôle de « têtes de pont ». Les importations chinoises se concentrent sur le bois et le coton bruts, le sésame, le tabac et la laine. L'Afrique du Sud et le Zimbabwe fournissent près du quart de ce flux.

### • Une place particulière de l'agriculture

Malgré les indicateurs ci-dessus qui relativisent la place de la Chine en Afrique en général et

dans le secteur agricole en particulier, l'agriculture reste « paradoxalement » une priorité de la politique chinoise. Ce secteur est placé « en haut de l'agenda » comme cela a été confirmé lors du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qui s'est tenu à Johannesburg en décembre 2015.

L'instrument central de la coopération Chine-Afrique dans le secteur agricole est la mise en place de centres de démonstration agricole. Ces centres, de taille relativement modeste (100 ha au plus), ont pour objet l'expérimentation agricole (en particulier pour les semences sélectionnées de riz irrigué importées de Chine) et la vulgarisation technique. Ils sont en cours de développement et sont à des degrés différents en appui aux centres de recherche agronomique nationaux et régionaux. Cette politique s'accompagne d'investissements dans les filières agro-alimentaires et d'une relance de la production vivrière.

Cet appui au secteur vivrier a une visée stratégique puisqu'il s'agit d'éviter qu'une crise alimentaire en Afrique ne se répercute sur les cours des marchés internationaux des produits de base, en particulier le riz, puisque la Chine reste encore dépendante du marché mondial pour couvrir sa demande intérieure. Cet objectif de sécurité alimentaire est un axe essentiel de la politique chinoise et de sa contribution à la sécurité du continent africain. Ainsi, le FOCAC a annoncé un programme de 60 milliards d'US\$ pour la période 2016-2018 destiné à « aider » les entreprises chinoises à s'implanter en Afrique. Même si la plupart des projets concrets ne sont pas encore connus, une telle impulsion ne manquera pas d'influencer les dynamiques de changement du secteur agricole et le monde rural.

Jean-Jacques Gabas